

LE PÈRE PEINARD

Réflexes

HEBDOMADAIRES
d'un

GNIAFF



ABONNEMENTS France	Un an 6 f »	RÉDACTION & ADMINISTRATION 15, Rue Lavieuville (Montmartre), Paris	ABONNEMENTS Extérieur .	Un an 8 f »
	Six mois 3 »			Six mois 4 »
	Trois mois 1 50			Trois mois 3 »

Gare au TIRE-PIED

Pleins-de-Truffes et Bouffe-Galette !



GARE AU TIRE-PIED !

Ça y est, les copains, voici le vieux gniaff qui, à nouveau, est dans ses meubles, — ou plus exactement dans ses papiers.

Sa maxime est toujours kif-kif bourriquot : elle lui vient en droite ligne du Père Duchesne, son grand oncle de 93.

Et elle n'est foutre pas compliquée !

« Je ne veux pas que l'on m'emmielle ! »

Un point, — et c'est tout.

C'est suffisant, nom d'un tonnerre !

Aussi ce que les bons bougres vont jubiler de la résurrection du vieux gniaff. Dame, ils étaient habitués à l'entendre parler franc et sec : à appeler un chat un chat et un député un bouffe-galette.

Comme bibi n'a pas varié, qu'il a toujours sa gueule d'empeigne, les fistons vont boire du petit lait.

Par exemple, s'ils sont contents de ma fiole, on ne pourrait dire qu'ils vont accueillir avec le même plaisir le retour des députés et des sénateurs qui, eux aussi, se ramènent ces jours-ci.

A quoi bon ?

Ils feraient bougrement mieux de rester dans leurs trous, à godailler et à faire la noce, que de rappliquer à Paris. Au moins, le temps qu'ils sont en vacances ils se bornent à grignoter leur grosse paye et à trimballer leur viande au grand œil dans les chemins de fer.

Tandis que, maintenant que nous les aurons sur le râble, ça sera un autre fourbi : pour avoir l'air de faire quelque chose, ces hiboux se foutront à pondre des lois.

Y a donc pas d'erreur : comme de Deux maux, on choisit toujours le moindre, étant donné que nous avons la déveine d'avoir sur le dos une chiée de bouffe-galette, mieux vaudrait encore les engraisser à rien foutre qu'à nous fabriquer des lois.

Car, y a pas à barguigner : toutes les lois sont mauvaises — la meilleure équivalait à un lavement au vitriol.

Turellement, « les élus » ne veulent rien savoir de faire concurrence aux rois feignants.

Ils tiennent fort à se rouler les pouces, — mais ils ne veulent pas que ça y paraisse ! car ils se doutent bien que le jour où ils n'auront plus l'air de guider la guimbarde sociale, leur règne sera bougrement près de finir.

C'est pour ça qu'ils sont en rogne après Félisque : quand le tsar a été pour venir, le Tanneur à la manque ne leur a pas demandé leur avis, — prouvant ainsi qu'ils ne sont que la cinq ou sixième roue de la charrette gouvernementale.

Et eux qui, justement, veulent passer pour être le pivot de l'Etat !

D'être remisés ainsi, ça les a défrisés.

Quèque je dis, bondieu ? Ça a défrisé les députés chevelus, — pour ce qui est de défrisier les sénateurs, il faudrait bougrement y faire : ces vieux résidus n'ont du poil que dans le creux de la main.

Quoi qu'il en soit, ni les uns ni les autres ne sont contents.

Il paraît que l'attitude que s'est donnée Félisque est anti-constitutionnelle : il a gouverné trois mois sans les chambres.

« Ce n'est plus la République, c'est la monarchie toute pure ! » serinent les politiciards.

Té, voilà un aveu bon à retenir.

Et dire que, pendant des années, bibi s'est égosillé pour expliquer cette vérité : c'est que tous les gouvernements se ressemblent et que la couleur de la façade n'y fait rien ; le badigeonnage peut être rouge, blanc ou tricolore, l'Etat n'en est pas moins une sale cahute où le populo est toujours écorché vif.

Or, voici que, sans le vouloir, les politiciards l'avouent eux-mêmes.

Prenons-en note.

Mais assez causé des bouffe-galette pour aujourd'hui.

Que les bons bougres n'aillent pas croire que ces oiseaux-là accapareront mon tire-pied.

Que non pas !

Pas un jean-foutre n'y coupera.

Il y aura du papier pour tous ! Bibi ne marchandera les étrivières à aucun plein-de-truffes.

Ce charriage et cet astiquage, pratiqué gentiment sur le lard de la vermine sociale,

déridera un brin les prolos et les aidera à patienter, d'ici que vienne la saison galbeuse où nous vivrons à la bonne franquette, sans patrons ni maîtres.

Chambard Arménien

Les Arméniens commencent à s'apercevoir qu'ils ont été salement roulés par les ambassadeurs et par toute la grosse légumerie des gouvernements d'Europe.

Ils y ont mis le temps, bon dieu!

Ça me semblait si simple, pourtant: y avait qu'à reluquer et à ruminer deux secondes pour comprendre que les gouvernements européens ont toujours fait — et continuent à faire — le jeu du sultan.

Enfin, malgré qu'ils y aient mis de la réflexion, puisque les Arméniens voient clair maintenant, tant mieux pour eux!

Le malheur est que ça ne ressuscite pas les pauvres bougres qui ont été massacrés par les Turcs, avec la connivence des ambassades.

Toutefois, ce qu'ils ont sur le cœur, les révolutionnaires d'Arménie ne le mâchent pas! A preuve, la proclamation qu'ils ont adressée aux diplomates et dont l'*Eclair* a donné les extraits suivants dans son numéro de jeudi:

« Avez-vous, comme c'était votre devoir, cherché à arrêter le couteau de l'assassin? Non! Vous n'avez pensé qu'à sauvegarder les intérêts du tyran, à rendre vains les efforts du peuple écrasé, essayant de briser ses chaînes. Et pourquoi protéger le despote contre l'opprimé? Parce que c'était votre intérêt, parce que ces pertes causées par notre peuple, ces pertes subies par le tyran vous touchaient, vous aussi, Européens.

« L'intérêt l'a emporté sur la justice!

« Au lieu d'arrêter l'effusion du sang, au lieu de porter secours aux malheureux martyrs, vous vous êtes empressés d'accourir dans la nuit, à travers les mares de sang, auprès des héros, et grâce à vos menées diplomatiques, à vos promesses également diplomatiques, vous avez sauvé la Banque, c'est-à-dire la caisse.

« Cependant, le Turc accomplissait à son aise son œuvre de carnage, mêlant le plus pur sang des femmes et des enfants à celui de milliers d'innocents. Vous avez tout vu et vous avez toujours gardé le silence! Vous n'avez pas tenu compte de la parole d'honneur donnée à genoux à nos héros, par Maximoff, le délégué des six soi-disant grandes puissances, qui promit à nos martyrs d'arrêter les massacres et de veiller aux intérêts de la nation.

« Soyez fiers de nous avoir trompés!

La proclamation se termine sur ces paroles menaçantes:

« Si cette fois encore, tant de sang est inutilement répandu, nous chercherons d'autres moyens plus efficaces. Nous préparerons un autre plan d'action mieux combiné et qui atteindra plus sûrement son but et nous n'en subirons pas seuls les conséquences...

« Quoi qu'il arrive, tant pis! Et cependant, devant notre conscience et notre esprit exaspérés, devant nos regards chargés de haine, se déroule un projet criminel, désormais moralisé, qui nous fait frissonner malgré nous.»

A en croire l'*Eclair*, le « projet » auquel il est fait allusion dans ce manifeste serait de faire sauter une ambassade à Constantinople... Et de préférence l'ambassade de France! Car les Arméniens sont encore plus à cran contre la gouvernaille française que contre tous les autres gouvernements.

En attendant l'occasion d'un grand coup d'éclat, les Arméniens ne roupillent pas. Ils cherchent à se procurer de la belle galette, et ils n'y vont pas par quatre chemins.

Il y a deux jours, le *Temps* racontait l'histoire suivante, qui prouve qu'ils ne badinent guère:

« M. Cololian Avadis est un Arménien, avocat au service du ministère des affaires étrangères. Il recevait, l'autre jour, une lettre du comité arménien lui enjoignant de souscrire à la propagande révolutionnaire la somme de dix mille francs et il s'adressait à la police pour lui demander sa protection.

« Hier (dimanche), un peu après huit heures du soir, on frappa à la porte de sa maison et

l'un des deux policemen qui y avaient été installés ouvrit. Trois hommes entrèrent et attaquèrent aussitôt les agents: un de ceux-ci, Nouri effendi, fut frappé de plusieurs coups de couteau dans le ventre; ses intestins mutilés s'étaient répandus tout autour de son corps lorsqu'on le releva, dans la rue, où il gisait baigné dans son sang; il avait le foie percé et une grave hémorragie interne, qui s'était produite, fait désespérer de le sauver; l'autre agent, Mechmet, frappé douze fois, fut moins grièvement blessé, il eut la force de monter les escaliers; mais il s'évanouit sur le palier du premier étage, et tomba par la fenêtre dans le jardin appartenant à la maison.

« Les assassins, ayant frappé les agents, disparurent. Ils ne tentèrent rien contre M. Cololian, qui se trouvait au premier étage avec son fils adoptif et sa gouvernante. Ce fut un officier de police qui, quelques instants après le crime, découvrit ce qui s'était passé et fit transporter les blessés à l'hôpital militaire de Gumnuh Soyou, que dirige Mehemed Emin pacha. Le crime avait eu lieu tout près de l'école militaire, rue Pankaldi.»

Nom d'une pipe, les bougres n'y vont pas avec le dos de la cuillère!

Ils ont tout de même été gentils: le sale type d'avocaillon qui est allé casser du sucre à la police et a demandé sa protection pour s'éviter d'abouler dix mille balles, n'a pas à se plaindre des révolutionnaires, puisqu'ils se sont bornés à larder les roussins.

Peut-être ont-ils eu la charité de l'avertir ainsi — afin de lui faire honte de sa laderie — qui n'a pas d'excuse pour un Arménien qui est au sac.

Loufoqueries administratives

Le grand dada de la gouvernance est de nous prouver son existence, vingt fois par heure, afin qu'on ne l'oublie pas, — et qu'il ne nous vienne pas l'envie de la foutre au rancard.

Pour ça, au fur et à mesure que, grâce au développement de la production industrielle, des prolos sont fichus à la rue par les machines, elle choisit dans les tas les plus ficelles d'entre eux et s'en fait des larbins.

Ceux-là, désormais vivront aux crochets du populo!

Il n'en est pas de même des autres, les pauvres bougres à qui les machines ont définitivement enlevé le pain de la bouche.

Pour ceux-là, arrive que plante! Qu'ils aillent crever où ils voudront, les richards s'en battent l'œil.

Il n'y a pas à s'épater de voir les impôts s'enfler toujours et le nombre des gratte-papier arriver, comme quantité, à faire concurrence aux nuées de sauterelles qui dévastent l'Algérie.

Ça, c'est le salut des bourgeois!

Plus ils auront de larbins vivant dans la société actuelle, à peu près aussi bien que dans un fromage de Hollande, moins ils auront à craindre un chambardement social.

Les jean-foutre le savent et ils prennent bougrement bien leurs précautions!

Pour utiliser les légions de gratte-papier et de ronds-de-cuir qu'ils embauchent, ils compliquent les moindres choses et les surchargent de formalités idiotes.

Bientôt, si ça va du même train, on n'aura plus le droit de pêter sans une autorisation sur papier timbré, apostillée d'une foulditude de parataphes et d'une kyrielle de cachets.

—o—

Pour se faire une petiote idée du développement loufoque des administrations, le mieux est de les voir opérer:

Ainsi, les bons bougres, une supposition: imaginez que vous êtes campluchard et que vous perchez à la lisière d'une forêt de l'Etat. L'idée vous vient de profiter de ce voisinage pour faire une provision de fougère que vous utiliserez en guise de litière.

A qui ferez-vous du tort? A personne, puisque la fougère pourrit sur place.

Ah mais, l'ami, pas si vite, ne partez pas encore! La forêt est une propriété nationale, — il vous en cuirait de l'oublier.

On ne va pas sous bois, faire de la fougère tout de go, — il vous faut obtenir une autorisation: en casquant vingt sous vous avez un permis pour couper cinquante bottes de fougère.

C'est pas cher, hein! Cinquante bottes de fou-

gère pour vingt sous — plus votre travail — ça vous paraît raisonnable.

Attendez, mon bonhomme, voici que vous allez vous trouver en contact avec l'administration:

Primo: Vous allez courir au bureau de l'inspection des forêts demander un permis de fougère.

Deuxième: Une fois muni du précieux papier, vous allez au bureau de l'enregistrement, vous aboulez vingt sous et on vous donne un reçu.

Troisième: Vous retournez ensuite à l'inspection pour y déposer le reçu du receveur de l'enregistrement.

Si tous ces zig-zags ne vous ont pris qu'une journée, tant mieux pour vous... Continuons:

Quatrième: Vous trottez chez le brigadier forestier et chez le garde, pour les informer que vous avez un permis et prendre rendez-vous avec eux, afin qu'ils vous désignent l'emplacement où vous devez faire votre fougère.

Si vous avez la veine de trouver l'un et l'autre, et qu'ils soient libres de venir vous fixer votre place, ces courses ne vous boulotent qu'une journée et vous pouvez vous estimer bidard.

Cinquième: Enfin, ne désespérez pas! Cette fois vous allez couper votre fougère; vous la bottez et vous collez les bottes bien à l'alligement. Surtout, gardez-vous de les emporter! Avant que vos bottes sortent de la forêt, il faut que le brigadier et le garde viennent les compter, car si vous aviez fait cinquante et une bottes, au lieu de cinquante, vous seriez un criminel.

Sixième: Vous allez donc relancer le brigadier et le garde et vous leur demandez de vous fixer le jour où ils pourront venir compter vos bottes de fougère.

Ça vous prend une journée, à condition que, coup sur coup, vous ayez trouvé vos deux types, ce qui est assez rare, car ça se rencontre à peu près deux fois sur dix.

Septième: Au jour du rendez-vous, vous trouvez visage de bois! Le garde et le brigadier sont retenus à d'autres bricoles par leurs chefs.

Il vous faudra donc retourner chez eux, tâcher de les rencontrer et prendre à nouveau rendez-vous...

Pendant tous ces arias, le temps passe, il pleut, la fougère pourrit sur place et vous en êtes pour vos vingt sous et votre temps de perdu!

—o—

Hein, c'est y assez compliqué! M'est avis qu'il n'y a pas mèche d'exiger davantage de pas et de démarches pour vingt sous de fougère?

Et notez que c'est dans une propriété nationale que ça se passe, — sur un terrain, dont, paraît-il, nous sommes un brin proprios.

Ça ne s'aperçoit guère!

Eh bien, ce loufoquisme paperassier n'est pas particulier à l'administration des forêts, on le rencontre partout. Reluquez attentivement à droite et à gauche et vous verrez que pour une quantité de foutaises l'Etat exige une chière de formalités.

—o—

Puisque nous en sommes à jaspiner des pantouffleries administratives, il faut que je fasse connaître aux bons bougres un contribuable qui n'a probablement pas son pareil en France: sa maison est à cheval sur deux départements et, conséquemment, comme les frontières d'un département sont une couillonnade immuable, il finance à deux percepteurs.

Pour ceux qui voudraient reluquer de près ce contribuable épolant, voici son nom et son adresse: il s'appelle Boileau et tient le café des Ecureuils à Vaumoise, dans l'Oise.

Sa maison est bâtie sur le département de l'Oise et la moitié de sa cour est dans le département de l'Aisne.

Pour sa maison et pour une moitié de sa cour il est plumé par le percepteur de Crépy (Oise) et pour l'autre moitié de sa cour il relève du percepteur de Villers-Cotterets (Aisne).

Ce bidard là ne connaît pas son bonheur! Au lieu d'être fier de porter sa belle galette à deux percepteurs, il a l'esprit si mal fait qu'il serait bougrement plus content de ne payer à aucun.

—o—

Comme je le disais en commençant, toutes ces loufoqueries de la gouvernance ne sont loufoques qu'en apparence.

Au fond, tous ces trucs sont combinés pour nous engluier et nous enlever jusqu'au désir de sortir d'un pareil pétrin.

Et pourtant, avec un peu de jugeotte on

s'aperçoit combien la vie serait facile si nous n'avions pas toutes les sangsues de la gouvernance à goberger.

Quand on songe que pour se payer le droit de couper cinquante fagots de fougère et de les sortir de la forêt il faut dix ou quinze jours de courses inutiles et l'intervention d'une douzaine d'employés, y a vraiment de quoi avoir soupé de l'autorité.

Oh là là, ce qu'on en ferait des fagots, si tout le temps qu'on épuise en démarches idiotes était employé à couper de la fougère !

Ainsi on voit que là, comme en toutes choses, le rôle de la gouvernance est d'entraver le travail, d'arrêter la production, et de nous tenir dans la mistoufle.

LES SOUS ÉTRANGERS

La question des sous étrangers est toujours à l'ordre du jour.

Des aligneurs de chiffres ont calculé qu'il circule en France pour à peu près cent millions en monnaie de billon. Dans ce tas, à vue de nez, y a trente cinq millions en monnaie étrangère.

C'est donc le tiers des sous, que du jour au lendemain, la gouvernaille nous supprime, en interdisant la circulation de la mitraille étrangère.

Si encore elle nous remboursait, à leur valeur nominale, les sous qui ne lui plaisent pas, on pourrait voir à s'entendre.

Mais non ! Elle se borne à interdire leur circulation.

Inutile de dire qu'il y a une filouterie sous roche.

Voici la binaise que la gouvernance tire de longueur : comme valeur réelle, une pièce de deux sous ne dépasse guère trois centimes, — c'est donc une moyenne de sept centimes que l'Etat nous carotte, chaque fois qu'il nous glisse deux sous à son estampille.

Aussi, il prend goût au métier, et ne se met en rogne qu'à cause de la concurrence que lui font des types délurés en nous refilant du billon étranger.

Pour couper court à cette concurrence, l'Etat s'est avisé d'interdire la circulation de cette mitraille.

Et nous, toujours gobeurs, nous avons coupé dans le pont ! on lui emboîte le pas et on passe la moitié de sa journée à reluquer les trombines qui s'étalent sur les rondelles de cuivre, afin de ne pas s'en laisser fourrer de mauvaises.

Si nous avions le nez creux, nous aurions saisi le plan de la gouvernaille : si son truc réussit en plein, d'ici peu la circulation des sous va être réduite d'un tiers par la disparition des sous qui n'ont plus cours ; alors, pour combler le vide, l'Etat nous fournira de la ferraille neuve, toute fraîche fondue.

De la sorte il réalisera un beau bénéfice, — quelque chose comme une vingtaine de millions, — car il n'aura que le métal et la frappe à payer, ce qui est peu.

Il ne faut pas le perdre de vue : entre les sous français et les sous étrangers il n'y a qu'une différence de binette. Les uns et les autres n'ont pas la valeur qu'on leur attribue.

Donc, c'est tous de la fausse monnaie !

Pour éviter que cette volerie s'accomplisse à notre détriment, il n'y a qu'un moyen : c'est que le populo se fiche des interdictions de la gouvernance autant que d'une vieille chaussette, et qu'il échange entre soi les sous, sans s'occuper de la gueule imprimée dessus.

Les rondelles n'ont qu'une valeur de convention : il est convenu qu'elles valent deux sous, — si on avait convenu qu'elles valent cinq sous, ce serait le même blot. Tout ça n'est qu'une question de confiance : si on voulait, des boutons de culotte feraient notre affaire aussi chouette que la monnaie officielle.

Ainsi, le mieux que nous ayons à faire c'est, chacun dans son rayon, de donner et de recevoir les sous de n'importe quelle origine.

Les caisses publiques continueront à n'en pas vouloir ?

Quéque ça peut nous foutre ! Nous et les caisses publiques, ça fait deux.

— 0 —
Y a bien une solution, bougrement plus galbeuse, — mais elle est un peu plus compliquée, hélas.

Quoique ça, on y viendra, nom de dieu ! C'est d'écheniller la bicoque sociale de tous les parasites qui s'y gobergent, — après quoi, y aura plus besoin de monnaie, car cette sauterelle n'a été inventée que pour permettre aux richards de vivre aux crochets du populo.

Ensuite, on n'aura qu'à s'aligner entre bons bougres pour se faire parvenir les produits divers, — aussi facilement qu'on se passe séné et rhubarbe.

Les frangins des villes expédieront aux gades des campagnes des foulitudes de produits manufacturés et, en retour, les culs-terreux nous enverront le surplus de leurs récoltes. Et comme il n'y aura de privations, ni d'un côté, ni de l'autre, ça ira kif-kif sur des roulettes savonnées.

HORREURS D'ESPAGNE

En voilà un patelin qui a eu de la déveine de tomber dans les griffes de la prêtraille !

Cette contrée, une des plus mirifiques de la boule ronde, ou tout devrait pousser comme par enchantement, et où la misère devrait être inconnue, est devenue, grâce à eux, l'antichambre de leur enfer.

Le populo y en voit de dures ! De l'Espagne ne s'élèvent que sanglots et malédictions.

A tous les points de vue les cafards ont tué ce pays :

Ils ont dévasté les terres, à telle enseigne qu'aujourd'hui il y a des provinces entières où il ne pousse rien : le sol y est plus pelé que la citrouille d'un sénateur.

Autrefois, l'Espagne était un pays de gaieté franche ; on y rigolait et on y farandolait chouette. Grâce aux cafards, on y est sombre et sanguinaire, et on ne jubile plus qu'aux courses de taureaux.

Puis l'Inquisition est venue ! C'est en Espagne qu'elle a fait son nid. Et la hideuse institution s'y est si férocement enracinée qu'actuellement elle est encore la grande puissance devant laquelle tout ploie.

Quand donc la péninsule se dépêtrera-t-elle des catholiques ?

Ça pourrait bien ne tarder guère ! Justement, la situation se complique d'une sale façon pour les grands d'Espagne.

Tant que ces pleins-de-truffes n'ont eu qu'à tenir tête au populo, ça allait cahin-caha ; ils tiraient de la belle galette des colonies et l'employaient à entretenir l'armée et la police, — indispensables pour mater les prolos.

Mais, voici que les colonies ne veulent plus rien savoir. Elles ont plein le dos d'être pillées et rançonnées et veulent essayer de faire leurs affaires elles-mêmes.

Elles n'ont foutre pas tort ! La seule critique qu'on puisse leur adresser, c'est qu'il se pourrait bien qu'elles ne tiennent pas le bon bout et, qu'en fin de compte, elles ne fassent que changer de maîtres.

En attendant qu'on en soit là, les Cubains rouspètent ferme ; depuis dix-huit mois ils tiennent tête à l'Espagne et voici que la révolte gagne les îles Philippines.

Si les dirigeants espagnols se trouvaient seuls, nez à nez avec les insurgés, il y aurait belle lurette que ceux-ci les auraient fichus à l'eau.

Malheureusement, les oppresseurs ont un riche atout dans leur jeu : le roi des Grinches, Rothschild, et toute la séquelle des banquiers de France, aussi bien juifs que chrétiens, leur ont prêté des millions, — et crainte de perdre l'arrière, ils leur en prêtent encore.

Sans eux, l'Espagne monarchique serait cuite !

C'est qu'en effet, ça se décolle de partout ; par exemple, l'armée qui est le grand appui des dirigeants, ne marche qu'en rechignant.

Voici des tuyaux qui m'arrivent de Barcelone ; quoiqu'ils soient un peu vieillots, ce n'est pas du réchauffé, puisqu'ils n'ont été publiés nulle part.

Dans la deuxième quinzaine d'août, à la caserne de Buen Suceso, à Barcelone, les galonnards voulurent rassembler les soldats désignés pour aller se faire casser la margoulette à Cuba.

La perspective de l'abattoir mit quelques truffards en rage qui, au lieu de former les rangs, se jetèrent à terre, refusant de partir.

Alors, les officiers ne firent ni une ni deux : ils sortirent leurs sabres et menacèrent de massacrer les récalcitrants, pour leur éviter la peine d'aller clamps à Cuba. Y eut même des gradés qui, non contents de menacer, cognèrent sur leurs inférieurs.

Ce qui prouve que les galonnés sont partout pareils !

Quelques truffons, plus délurés que les autres, empoignèrent un de ceux-là qui cognait le plus ferme et se mirent en devoir de le faire passer par la fenêtre. Ils y auraient

réussi, si d'autres soldats n'étaient intervenus pour protéger leur chef.

Pour récompense, ces protecteurs de la gradaille peuvent être sûrs de ce qui leur pend au nez : ils iront à Cuba, ... et ils n'en reviendront pas !

— 0 —
Vers la même saison, toujours à Barcelone, à la caserne des Docks on a désarmé deux compagnies, crainte qu'elles ne se rebiffent à la seule annonce de leur prochain départ pour Cuba.

Tout ça prouve bougrement que si les simples truffons tiennent un brin à ce que Cuba reste soumise à l'Espagne, ils n'en pincent nullement pour que ce soit à leurs risques et périls.

Ce qui est plus grave c'est que ces rebiffades de soldats ne sont pas particulières à quelques fortes têtes. Que non pas ! C'est aux quatre coins de l'Espagne le même tabac.

Ainsi, ce qui a été bougrement caractéristique, c'est l'embarquement des truffards opéré à Barcelone : on ne prend pas davantage de précautions pour un condamné à mort qu'on trimballe au supplice !

Primo, les soldats étaient conduits de la caserne au quai, entre deux haies d'autres soldats, baïonnette au canon.

Deuxièmement, à tous les croisements de rues on avait planté des piquets de gendarmes, sabre au clair, pour refouler le populo qui aurait voulu manifester.

Troisièmement, la police surveillait partout, prête à donner le signal de sabrer, soit le populo soit les soldats eux-mêmes, au moindre symptôme d'effervescence.

Du quai au navire, les troubadés étaient transportés dans un petit bateau farci de soldats qui, toujours baïonnette au canon, les surveillaient afin qu'il ne prenne pas fantaisie à un désespéré de se fiche à l'eau.

Il n'y a foutre pas besoin d'avoir inventé le marteau à bomber les verres de lunettes pour comprendre qu'un gouvernement qui est acculé à de pareilles manigances court à une sacrée culbute.

— 0 —
Si la situation exérieure de l'Espagne est mouche, sa santé intérieure n'est pas plus florissante.

Malgré leur férocité, les juges inquisitoriaux n'arriveront pas à mater le populo espagnol.

Depuis la dernière bombe de Barcelone, la gouvernance a créé une police spéciale qui fourre son sale blair partout.

C'est à tel point que — surtout à Barcelone — y a plus mèche de téléphoner sans qu'un roussin écoute la conversation. Pour ce qui est des arrestations arbitraires, les policiers espagnols font le poil aux sbires de Puybaraud.

Actuellement, ils maquillent un procès monstre, où seront impliqués tous les bons fleux qui peu ou prou ont fait de la propagande. Et comme c'est des juges militaires qui prononceront la sentence, elle sera terriblement féroce !

En attendant, pour instruire le procès ces tigres-là n'emploient qu'un seul truc : la torture !

Ainsi, pendant trois semaines, on a refusé à un détenu, Alsina, l'autorisation de changer de linge : ce n'est qu'à la quatrième semaine qu'on lui a permis de quitter sa liquette sale et on l'a remise à sa compagne toute maculée de pus et de caillots de sang, — et cela en différentes parties — preuves indéniabiles des tortures qu'on lui a fait endurer.

Alsina est enfermé dans la citadelle de Montjuich, dans le cachot numéro un. Trois autres malheureux, Scheri, Molas et Nogués sont enfouis dans un cachot infernal, creusé dans les entrailles de la montagne, à plus de cent mètres de profondeur. Là, il n'y pénètre ni air ni lumière, — la vie y est impossible !

Inutile de dire que ces pauvres bougres ont été fourrés dedans, au hasard de la fourchette, — sans raison aucune : il n'y a rien contre eux, rien ! absolument rien !

Un veinard qui a taté des prisons espagnoles, et qui a eu la chance de ne pas y laisser ses os, raconte dans la *Revue Blanche* du 15 octobre, ce qu'il y a pâti. Comme F. T. Marinol n'est pas anarchiste, il n'est pas suspect d'exagération.

Voici une partie de son récit :

Un mois dans les prisons d'Espagne

Le 21 juillet dernier, et au moment où j'allais monter les escaliers de l'Académie Polytechnique de Barcelone, où je remplissais les fonctions d'Ingénieur-Directeur, je fus bien surpris

de me voir arrêté par un agent de la police secrète...

Quand j'arrivai à la caserne d'Atarazanas, point de juge, point de question : deux soldats s'emparèrent tout simplement de moi et me poussèrent dans un immonde cachot où se trouvaient déjà six individus dont deux m'étaient parfaitement connus : c'étaient le président et le secrétaire d'une société de mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer, société dont j'avais été dans le temps ingénieur-conseil. Grâce à eux, je sus qu'ils avaient été enrôlés de la même façon que moi, et sans doute pour les mêmes motifs, vu que c'étaient deux garçons d'une honnêteté à toute épreuve, mais fort peu amis des gens d'église.

Ce cachot, qui devait être quelques jours plus tard le logement de dix-sept chefs républicains, dont trois ex-députés et un ex-ministre — M. Nicolas Estevanez — ce cachot, dis-je, était d'une malpropreté repoussante : et pas un petit banc, pas même la permission d'avoir un journal pour s'asseoir sans toucher le plancher, qui était dégoûtant ; pas même la permission de sortir un moment pour ses besoins naturels : il fallait les faire dans un coin, de sorte qu'on respirait là un air empoisonné. C'est en vain que nous demandions à voir le juge, il était trop occupé ailleurs, car plus de trois cents arrestations avaient été opérées dans les jours précédents, sous prétexte de rechercher l'auteur de l'attentat de la rue Cambios Nuevos, mais, en réalité pour faire main basse sur toutes les personnes qui, par leurs idées, portaient ombrage à la réaction toute puissante.

Vers minuit, la gendarmerie vint nous chercher. Les arrestations continuaient et il fallait céder la place à de nouveaux venus qui, à leur tour, la céderaient à d'autres, car une vraie fièvre de persécution s'est emparée de ces insensés qui croient éviter par la terreur la tempête qu'ils ont amoncelée eux-mêmes. Les bras liés et les mains enchaînées, nous partîmes vers la Prison Nationale, à l'exception d'un pauvre boiteux qui venait d'arriver de Lllansà après seize jours de trajet à pied. C'est à coup de baguettes qu'avait pu arriver jusqu'à Barcelone ce malheureux, coupable d'avoir inscrit au registre civil ses deux filles, sans les faire baptiser, et poursuivi surtout comme correspondant à Lllansà d'un journal libre-penseur de Madrid. Ce pauvre garçon était très estimé dans son village, qu'il ne quittait jamais, et on profitait de ce qu'un attentat avait été commis à Barcelone pour poursuivre une personne qui n'y avait jamais mis les pieds, et dont le crime était d'avoir fait ce que la Constitution lui permettait de faire...

Nous arrivâmes donc à la prison à une heure du matin et l'on nous distribua dans différents cachots. Dans celui où l'on me fit entrer, il y avait de la place pour dix personnes, et nous étions là, entassés, vingt-neuf ! Vingt-neuf détenus qui ne pouvaient voir personne et qui, ne pouvant sortir que lorsque le juge devait les interroger, devaient manger, boire, dormir et faire la même toutes choses, avec une seule fenêtre, juste de quoi ne pas mourir asphyxiés ! Et avec cela, pas un banc, pas un lit, pas une table, pas une chaise ! L'entrée des couteaux et des fourchettes était également interdite : la cuillère était seule permise, mais à la condition qu'elle fût en bois. On nous donnait tous les jours un petit pain et deux plats d'une soupe grasse dont des chiens ne voudraient pas.

Le juge venait une ou deux fois par semaine et alors il interrogeait un ou deux prisonniers : parmi mes vingt-huit compagnons de cachot, il y en avait quinze qui étaient là depuis sept semaines et qui n'avaient pas encore vu le juge une seule fois ; la plupart ne savaient seulement pas pourquoi ils étaient là. Quant à moi j'eus la chance d'être interrogé dès le troisième jour et je sus alors que j'étais poursuivi : 1° comme ayant attaqué la force armée !! 2° comme ayant fondé l'anarchie en Espagne, et 3° comme ayant écrit une lettre compromettante à un forçat de Valence. Je ne pus m'empêcher de rire, et il me couta fort peu de démontrer au juge combien étaient ridicules les accusations qui pesaient sur moi... Le juge me répondit qu'il ne suffisait pas que lui, personnellement, fût convaincu de mon innocence, mais qu'il fallait que celle-ci apparût comme conséquence du procès ; or, celui-ci étant fort compliqué, je devais m'attendre à rester longtemps enfermé, quoiqu'innocent. Pour un juge, c'est un peu fort, surtout si l'on fait observer que lui seul décrétait les arrestations et les mises en liberté. Notez aussi que ce juge était lieutenant-colonel, devot comme pas un et remplissant les fonctions de juge militaire au grand contentement de la gent de soutane. Bref, je regagnai mon ca-

chot, ne sachant à quoi m'en tenir et, quelques jours après, je fus conduit avec la plupart de mes compagnons d'infortune à la forteresse de Montjuich, célèbre dans l'histoire de la Catalogne, et qui est actuellement l'endroit que les modernes inquisiteurs ont choisi comme théâtre de leurs prouesses.

Outre les nombreux cachots destinés aux détenus, il y en a trois qui méritent une mention spéciale et dans lesquels on a des moyens tout particuliers pour faire déclarer ce qu'on veut et même signer ces déclarations ; ces cachots, dont l'image lugubre était constamment gravée dans notre pensée, s'appellent le zéro le double zéro et le contre-zéro : c'est là que quelques gendarmes déguisés en bouchers, exercent volontairement leur horrible besogne. Et maintenant, je dois faire une observation : les procédés employés actuellement sont les mêmes qu'on employa il y a deux ans... Voici quelques fragments d'une lettre qui fut adressée à un de ses amis par M. Joseph Bernat, l'un de ceux qu'on fusilla en 1894 à cause de ses déclarations, arrachées par la torture.

« Je vais te parler, dit-il, de ce que la presse a dit de nous. Tu peux affirmer que c'est faux et que nos déclarations ont été arrachées par le tourment. Pour que tu en sois convaincu, je vais te raconter mon martyre qui est à peu près le même que celui souffert par mes malheureux camarades. Le 22 décembre 1893 commença mon supplice : on me donna d'abord des coups de verge pendant plus d'une heure, après quoi je reçus l'ordre de me promener vite sans m'arrêter un instant. Le soir, je demandai de la nourriture et de l'eau, car j'étais en proie à une fièvre qui me faisait souffrir d'une soif ardente. Quelques heures après on me donna un grand morceau de morue sèche que je mangeai avec avidité. Quant à l'eau, c'est en vain que j'en demandai. Je dus continuer à me promener toute la nuit, car à peine je m'arrêtais, on m'obligeait à marcher à coups de baguette. Le lendemain je continuai à être privé d'eau et de repos, mes épaules étaient sanglantes et je tombai sans connaissance. Je ne sais plus ce qui arriva ; je me rappelle seulement qu'on me donna une tasse de bouillon. Le gouverneur m'interrogea de nouveau et alors, sous la menace qu'on recommencerait j'affirmai, tout ce qu'on voulut. Juge combien doit être exacte ma déclaration ! Toujours à toi.

JOSEPH BERNAT. »

Un autre de ceux qui furent fusillés, presque un enfant, Joseph Cardina, écrivit quelques jours avant sa mort, au journal *Corsario* de la Corogne, une lettre dont voici un extrait :

« J'ai déclaré tout ce qu'on a voulu. J'ai souffert le tourment de me promener continuellement, sans dormir et sans boire pendant huit jours, traînant des chaînes et ne mangeant que de la morue sèche. Le lendemain je fus jeté à la mer trois fois de suite, juste le temps nécessaire pour ne pas mourir, et les autres nuits, pendant quatre ou cinq heures chaque fois, on tordait mes organes sexuels, jusqu'à ce que j'eusse déclaré être l'auteur de l'attentat du Liceo. Ce dernier tourment je l'ai souffert dans le cachot spécial du château de Montjuich.

JOSEPH CODINA. »

— 0 —
Est-il bien utile d'ajouter quelques ruminations à de telles horreurs ?
M'est avis que non !
A de tels récits le sang bout dans les veines et les poings se crispent.

A COUPS DE TRANCHET

Une victime du Tsar ! — Dès que l'empereur-dieu a eu décanillé de France, notre gouvernaille a ordonné de fiche Tynan en liberté. Y avait pas méche de prouver d'une façon plus visible, que lui aussi, a été fourré au bloc sans motif, — simplement par mesure de précaution.

Il est certain que ce gas-là serait venu en France en n'importe quelle saison — autre que celle de la russophilie — personne n'eût coupé dans les menteries débitées sur son compte par Melville, le Puybaraud d'Angleterre.

Petite guerre. — Pour le tsar on avait fait venir d'Afrique quelques wagonées de tirailleurs algériens, qu'on avait casernés à l'École Militaire.

Les types n'y ont pas fait bon ménage avec les troupes françaises. A preuve que, le jour

de leur départ, y a eu entre eux et les truffards de France une vraie bataille rangée dans la cour.

Dam, il faut bien s'entretenir la main ! Ça a été si sérieux que plusieurs soldats avaient déjà grimpé dans les chambrées pour chercher des fusils.

Enfin, les galonnés ont réussi à séparer les combattants et on a ramassé les blessés : douze, sérieusement attigés ont été portés à l'hôpital et dix autres sont soignés à l'infirmerie.

Ces horreurs-là sont les conséquences naturelles du militarisme.



Grand semeur de riches idées, de justes colères, d'énergies viriles, le Père Peinard repaît avec les semailles.

J'en sais qui ne seront pas contents, mais foutre, tout le monde ne peut l'être à la fois.

Ainsi, nous, pauvres cul-terreux, nous sommes bien loin d'être à la rigolade en voyant le temps pourri qu'il fait depuis une bonne quinzaine. Si jusqu' alors la sécheresse nous a fait bramer, la pluie maintenant nous emmousse d'une foutue manière.

Allez donc confier le grain au sol détrempe où laboureur et attelage s'enfoncent jusqu'au genou. Y a pas méche de faire plus mal. Cette sacrée culture qui nous coûte les yeux de la tête, en turbin et en soins de toute espèce, et qui est si peu rémunératrice — comme elle nous en fait voir de grises !

Où, viédaze, jusqu'à l'époque où les épis montreront leur crête et même jusqu'à la moisson, que de soucis, que de crève-cœur, que d'ennuis à la clé. De grain en herbe, d'herbe en épi, d'épi en grain, à travers toute la métamorphose, nous le surveillerons, le pauvre blé, comme une bonne mère surveille son loup-piot au berceau.

Les bonnes bougresses sous la bise et les bourrasques de mars, auront les doigts bleuis et pâtiront salement de froid pour les sarclages. Les chardons, l'ivraie, d'autres mauvaises herbes encore, espèces de bourgeois végétaux qui, kif-kif les autres, bouffent sans valoir deux liards, devront être impitoyablement arrachés. Et sous le soleil de juillet, dans l'embalve, puis, quelques jours après, sur l'aire, on suera plus d'une liquette.

Ah ! nom de dieu, quoi qu'en pensent d'aucuns, la situation des campluchards est loin d'être brillante ! Ces bonnes récoltes que nous faisons cracher à la garce de terre avec tant de peine nous passent sous le nez sans crier gare. Nous portons ce blé au château du gros richard, comme la galette au percepteur et ces ventrus se gargarisent de picolos généreux, bouffent le pain blanc et s'enfilent les biftecks et la volaille que nous leur servons bien à point.

Pour ce qui est de nous, nous crevons d'abstinence et de privations d'un bout de l'année à l'autre ; heureux quand il ne faut pas boulotter un pain aussi noir que la conscience de Gallifet, des pâtées de maïs comme les frangins de la Lande, ou des châtaignes comme les gas du Périgord et du Quercy.

C'est l'éternelle histoire de Raton qui s'essuie à tirer les marrons du feu pour que Bertrand les croque.

Et le malheur est qu'on s'y résigne !

— 0 —
Est-ce à dire qu'il n'y ait rien de rien à foutre à la cambrousse et que le pétrosquin prendra sa fourche illico dès que le propagandiste anarcho s'amènera lui expliquer ses théories ?

Nenni, mille dieux ! Les salauds qui rabachent cette sornette prennent tout bonnement leurs cochons de désirs pour la réalité ; mais la réalité est bougrement loin d'être telle.

Il fut un temps, hélas, où c'était à peu près vrai. Un sacré malentendu, une défiance injustifiable divisaient les fistons des villes et les bons bougres de la terre ; au lieu de rouspéter ensemble, ils rouspétaient à tour de rôle. Aussi, nom d'un foutre, étaient-ils vivement aplatis.

Mais c'est fini, ces histoires-là ; fort heureusement, bondieu, un sacré bout de chemin a été parcouru depuis 1848. La campagne s'est frottée à la ville ; les relations entre les habitants de l'une et de l'autre se sont adoucies ; le chemin de fer et même le service militaire y ont grandement contribué.

L'école aussi, quoique aux mains des curés d'abord et des patriotes ensuite, n'a pas pu aider à dissiper les préventions et à répandre un brin de lumière. Sans doute, vue de près, l'instruction qu'on y donne ne vaut pas les quatre fers d'un chien et les manuels de Paul Bert et de Compayré peuvent marcher de pair avec le catéchisme des abrutisseurs.

Mais, somme toute, les flanches qui donnent de la caboche et émoussent le sang ne sont-ils pas imprimés en mêmes caractères que ceux qui préchent la résignation dégueulasse et l'obéissance veule et avachissante.

Il n'est pas jusqu'au journal qui n'ait fait son œuvre. Il pénètre aujourd'hui dans le moindre petit trou, est lu dans les familles, dans les cabarets et, bon gré mal gré, quoique les journaliers pris en chœur soient une collection de riches muflés, ils ont la main forcée tout de même pour trompeter haut et clair les crapuleries des bouffe-galette, des curés, des galonnés et autres sacripants de la haute.

Bref, nom de dieu, avec ces conditions nouvelles, l'état d'esprit a changé du tout au tout. On sait aujourd'hui, aux champs, qu'en fait de pillards et de partageux, il n'y a guère que les bandits dirigeants : le châtelain auquel on porte le blé, l'usurier qui prend hypothèques sur le lopin du pauvre bougre, le percepteur qui palpe l'impôt, les chicanous, les avocats, les agents d'affaires, les enjuponnés aux pattes rudement crochues.

Quant à l'anarchie mise en vedette par un tas d'événements, elle éveille plutôt le désir de savoir que la réprobation et les quelques anarchos clairsemés dans nos campagnes ne sont pas aussi mal vus que l'étaient les simples républicains il y a une trentaine d'années.

Le paysan qui a momentanément remis au débrassé le fusil et la faux des Jacques, commence à comprendre que le bulletin de vote ne lui a pas servi à grand chose.

Sans doute il a chassé des mairies le noble, le cul-blanc ; les municipalités campluchardes sont peuplées des siens, — mais le résultat en est bien maigre.

Après les avocats sans pratique de l'opportunisme qui ont su profiter de la désaffection radicale du campluchard à l'égard des gros propriétaires fonciers, pour s'emparer des tripes, prendre du ventre à leur tour et à ses dépens et gonfler d'or leurs coffres, va-t-il donner dans le panneau des socialos à la man-que, venant lui débiter, à peu de choses près, les mêmes sonnettes que les opportunistes d'aujourd'hui lui débitaient dans l'opposition ?

Je ne le crois pas ! Il y a bougrement de chances pour que le mouvement ouvrier déteigne sur la campluche.

Et que les camarades n'oublient pas qu'il le faut ! qu'ils ne perdent pas de vue que *la seule* est le salut pour la révolution ; que sans le paysan, on marche encore une fois à l'avortement, au poteau de Satory, à la terreur blanche !

Qu'ils se patinent, foutre, pour aider au dégrasage des cerveaux et à l'éveil des initiatives et des énergies.

Le père Barbassou.

Veste Guesdiste

Si, à Toulouse, Gabriel Deville et son copain Lavigne, de Bordeaux, sont satisfaits de leur réunion de vendredi dernier, c'est qu'ils ne sont pas difficiles !

Y a d'abord eu un tumulte monstre : y avait pas méche de former le bureau ! On a passé plus d'une heure pour cette idiote formalité et ce n'est qu'à dix heures moins le quart que Deville a pu causer.

Il a expliqué que le collectivisme et le radicalisme ont beaucoup de points de contact, que l'un et l'autre poursuivent l'amélioration du sort du prolétaire et qu'en conséquence collectos et radigaleux doivent s'unir pour la conquête des pouvoirs publics.

Voilà qui est parfait et vive l'assiette au beurre !

Le boniment de Lavigne a été kif-kif : il faut conquérir le parlement et les municipalités.

Quant à la révolution, à la grève générale, pas plus Deville que Lavigne, ils n'en veulent rien savoir : y a de bon que le torche-cul électoral.

Lorsqu'ils ont eu fini de postichier, un bon feu a croisé les politiciens de toute farine et expliqué que le populo n'a rien à espérer de tous ces dérocheurs de timbale : si on tient à sortir de la mistouffe actuelle, a-t-il expliqué, il n'y a à tabler que sur la révolution sociale qui, en faisant eclorre la société anarchote sur le

fumier de la société bourgeoise, donnera le bien-être à chacun. Un bon levier, a-t-il conclu, c'est la grève générale.

Puis, il a fait avaler un peu de vinaigre à Deville : il lui a rappelé ses anciens écrits de 1877 et lui sortant une brochure des *Variations Guesdistes*, il lui a servi, signé Deville, un chouette éreintement du suffrage universel et l'affirmation que pour anéantir la société capitaliste il n'y a à compter que sur la force et, qu'au surplus, tous les moyens sont bons, — pourvu qu'ils soient violents.

Acculé à une explication par le populo, Deville a bafouillé : il a bavé que les *Variations Guesdistes* ont été imprimées on ne sait où et que tout ce qu'il y a dedans est faux.

C'était dit sur un ton si piteux que les assistants ont réclamé plus énergiquement une explication catégorique.

Mis ainsi au pied du mur, Deville a répondu qu'il n'était pas devant ses électeurs et qu'il n'avait rien de plus à dire.

Alors, comme bouquet, quelques sifflets se sont fait entendre.

Une fois Deville passé radicalement à la casserole, le tour de Lavigne est venu : le camaro qui avait déjà pris la parole a demandé au Bordelais s'il s'est assuré de l'existence des syndicats qui donneront mandats à des anarchos pour le congrès de Londres ?

Mais, va te faire foutre ! le Lavigne, prévoyant cette question, s'était carapaté.

Au total : veste guesdite et sympathies pour les anarchos !



Chez Félix Potin

Inutile de dire que cette boîte est une sale baraque ; du moment que les patrons y ont gagné des millions, c'est preuve que les prolos y ont crevé à la peine.

Et continuent à y crever, nom de dieu ! C'est à tel point que, cette semaine, quelques exploités ont refoulé sur le turbin exigé d'eux.

Trop peu, hélas ! juste une vingtaine. Les vingt récalcitrants sont des employés aux écritures qui turbinent dans une boîte, rue de l'Ourcq, au service des expéditions ; ils sont là vingt-cinq en tout, — cinq ont flanché, les vingt autres font grève.

Leur journée commence à six heures du matin et ils doivent bûcher d'arrache-pied jusqu'à 10 heures 1/2 ; à ce moment on leur laisse juste trois quarts d'heure pour aller croûter. A 11 heures 1/4 ils se refichent au turbin jusqu'à 7 heures du soir.

Théoriquement, leur journée est finie, — mais, dans la pratique, c'est une autre paire de manches ! A 7 heures 3/4 il faut s'appuyer des veillades jusqu'à dix heures, onze heures et quelquefois minuit.

Et tout ça, pour gagner une cinquantaine de francs par mois, plus la nourriture qui est dégueulasse.

Les grévistes réclament une heure pour boulotter et le paiement des heures supplémentaires.

Les singes de la boîte ont bien voulu accorder le quart-d'heure en plus à chaque repas, — certains de rattraper le temps perdu en faisant veiller les pauvres gas une demi-heure de plus ; mais pour ce qui est de payer les heures supplémentaires, ces bourriques-là n'ont voulu rien savoir !

A la Grand'Combe

La grève des gueules noires du Gard devenait si considérable que les grosses légumes en ont eu le trac.

Ce qui était plus grave c'est que les grévistes semblaient vouloir sortir du calme dont ils avaient fait preuve dès le premier jour de la grève.

En effet, coup sur coup, y avait eu une pétarade de grisoutine et une tentative pour démantibuler un ventilateur.

La gouvernance s'est dit qu'il fallait éviter que les choses s'enveniment et le ministre des travaux publics est allé faire de la morale à un sieur Mascart qui, de son métier de feignant, est président du Conseil d'administration des mines de la Grand'Combe.

Ce métier rapporte gros sans qu'on en foute lourd.

Or donc, le ministre a expliqué à ce Mascart qu'il n'y avait pas à barguigner : qu'il fallait que la Compagnie mette les pouces, car la saison est mauvaise pour se fiche sur les bras une grève tapageuse, — capitalos et gouvernants n'y auraient pas le beau rôle.

Alors, tout en rechignant bougrement, le Mascart a télégraphié au directeur d'accepter les conditions des grévistes.

Et la grève a été finie !

Il n'en a pas été de même à Lajasse, un petit patelin à côté de la Grand'Combe où les mineurs de la Compagnie Mokta-El-Hadid sont aussi en grève. Mais comme ils ne sont qu'environ 800, le ministre n'a pas jugé bon d'intervenir en leur faveur.

En agissant ainsi, le Turrel a prouvé que ce n'est pas sa sympathie pour les prolos qui l'a poussé à intervenir, mais simplement la peur d'un orage social que pouvaient déchaîner les gueules noires de la Grand'Combe.

Les mouleurs de Roubaix

Une grève qui durait depuis quatre mois, celle des ouvriers mouleurs en fer, vient de se terminer sans aucun avantage pour les prolos.

Les gas demandaient la réduction de la journée à 9 heures, la suppression du travail aux pièces, l'augmentation du prix des heures supplémentaires et quelques autres bricoles.

Après plusieurs semaines de résistance, les petits patrons avaient accepté les conditions de leurs ouvriers, qui avaient même repris le turbin.

Ça ne faisait pas le compte des gros mecs patronaux : ils intervinrent auprès de leurs collègues plus faibles et leur imposèrent l'obligation de fermer les ateliers jusqu'à ce que tous les ouvriers aient repris le travail aux anciennes conditions.

Les charognes de la gouvernance ont trouvé ça parfait et ils se sont bien gardés de poursuivre les gros patrons pour « atteinte à la liberté du travail. »

Y avait pourtant matière, nom de dieu ! Seulement, voilà le grand hic : les lois ne sont point faites pour les riches, — sauf quand elles leur sont favorables.

Par contre, un prolo gréviste s'étant avisé de relancer un ouvrier mouleur qui continuait à travailler, a su ce qu'il en coûte — quand on est du populo — à porter atteinte à cette sacrée liberté du travail : on l'a entoilé et condamné à un mois de prison.

Pour la millionième fois, c'est la preuve que la justice bourgeoise et l'égalité devant la loi sont une rude blague !

Y a pas à tortiller : la loi, la magistrature, la police, ça n'existe que pour protéger les exploités contre les attaques des gas à poil.

Pendant que les grévistes s'imposaient — eux et leurs familles — toutes les avanies de la misère et de la faim, les singes envoyaient leurs commandes à l'étranger. En ce faisant, les chameaux ont prouvé que des frontières ils s'en foutent comme de Colin-tampon. Ils les respectent pour la frime, quand ils ont à faire avaler la couleuvre patriotique à leurs prolos, — mais, quand leurs intérêts sont en jeu, ils feraient comme Bazaine : ils vendraient toutes les patries du monde !

Par exemple, si la grève, au lieu d'être locale, avait été générale pour les mouleurs, — si tous les mouleurs de France et de l'étranger avaient plaqué le turbin en cœur, — où donc les galeux auraient-ils adressé leurs commandes ?

Ceci nous démontre qu'il faut s'atteler d'attaque et d'autor, à fourrer dans les caboche l'idée de la grève générale, non seulement pour une corporation, mais pour toutes, nom de dieu !

D'ailleurs, les grèves partielles et locales, en devenant plus fréquentes, nous en rapprochent chaque jour de plus en plus.

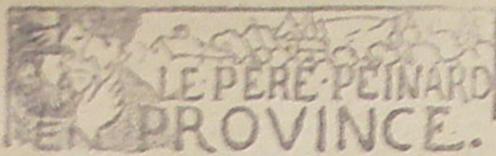
C'est ça qui serait bath aux pommes si, un de ces quatre matins, les prolos avaient le nez assez creux pour fiche en branle la grève générale !

Du coup, mince de bobine que feraient nos maudits exploités. Et fichtre, il y aurait de quoi, car ce serait fini de rire pour eux !

Nécrologie

Encore un bon qui s'en est allé ! Vendredi dernier plusieurs camarades ont suivi jus, qu'au cimetière de Bagneux, le convoi civil du camarade Georges Guillemard, mort le 14 octobre à l'Hotel Dieu, d'une hypertrophie au cœur à 36 ans.

C'était un militant, et un bon propagandiste.



Journaux et gradés

Chalon-sur-Saône. — Les quotidiens qui braillent contre les brutalités militaires de l'armée allemande, feraient pas mal de réserver leurs gueuleries pour ce qui se passe dans l'armée française.

Ces jours derniers, à la caserne Carnot, un adjudant a soufflé un territorial.

Si c'eût été le contraire, — si même le simple truffard s'était contenté d'un geste à l'égard de son supérieur, il serait dans de sales draps et attendrait en cellule l'ouverture du conseil de guerre.

Mais comme c'est le gradé qui a tapé l'inférieur, — ça change!

D'ailleurs, le galonné en question n'est pas à son coup d'essai: déjà l'an passé, les derniers jours de septembre, il bottait le cul à un paysan réserviste.

Avec de tels états de service, il ira loin le birbe!

Tout ça n'est que brutalité, — mais ce qu'il y a de bougrement malpropre dans cette histoire-là, c'est l'attitude qu'a prise le *Progrès de Saône-et-Loire*: lorsque le territorial fut soufflé, onze de ses camarades signèrent une protestation et, croyant que journalier est synonyme de franchise, ils allèrent la porter au *Progrès*.

Le rédacteur de cette feuille n'eut rien de plus pressé que d'aller la fiche sous le blair du patron du 59^e territorial.

Turellement, la culotte de peau ne s'en est pas pris à l'adjudant. Que non pas! Il s'est borné à administrer quatre jours de prison aux protestataires.

Dam, rien de drôle à ça! Faut respecter la discipline, sergonieugnieu.

Ousqu'on irait si les simples truffards pouvaient jacter toutes les salopises qui se passent derrière les murs de la caserne?

Autant vaudrait qu'on supprime le militarisme.

Quant au journalier qui a livré les noms des protestataires au colonel, — que dire de lui? Sinon que Puybaraud l'a en grande estime.

Mais, il vaut mieux qu'il reste à Chalon, — qu'il donne le bras à l'adjudant assommeur.

A eux deux, ils feront une riche paire!

Platitude inexplicable

Grenoble. — S'il y a des Bourses du travail qui sont à la hauteur, il ne semble fichtre pas que celle de Grenoble soit du nombre.

Quand il a été question d'envoyer un délégué au congrès de Tours, le conseil municipal a discuté pour savoir s'il accorderait une subvention.

Comme il y avait du tirage un conseiller cipal, nommé Poulat, a enlevé le vote en expliquant que la Bourse du Travail voulait envoyer un délégué à ce congrès pour y combattre les tendances révolutionnaires.

« Prenons acte de ces déclarations, a bavé le type; la Bourse du Travail nous a dit: nous voulons envoyer à Tours un délégué pour y combattre ces tendances révolutionnaires. Les excellentes dispositions de la Bourse doivent être encouragées... »

Je te crois, mon vieux! Encourage la platitude, ça n'empêchera pas les bonnes idées de faire leur chemin.

Mais foutez, ce qui m'en bouche un coin c'est qu'à Grenoble, où il y a des gas costauds, les prolos des syndicales manquent de moëlle au point d'aller faire des courbettes devant les conseillers cipaux.

Espérons que ça changera, — et le plus vite sera le mieux!

Continuez, les fistons!

Tourcoing. — Dans ce patelin il y a une riche flopée de jeunes fistons qui, depuis le congrès de Londres, de collectos sont devenus anarchos.

Il y a encore quelques semaines ils étaient guesdistes, — maintenant ils ont soupé de toutes les ragougnasses autoritaires et marchent pour faire éclore la Sociale, sans dieux ni maîtres.

Et ils se remuent les fistons!

Il y a une quinzaine, les démocrates crétins

donnaient une réunion. Les petits gas n'ont pas raté le coche: ils ont été y faire de la contradiction.

C'est très bafé! qu'ils continuent et ne changent pas de main.

Quoique ça, qu'ils ne s'étonnent pas d'être accusés de faire le jeu de la réaction par les guesdistes; c'est le seul argument qui reste aux collectos.

Chouettes réunions

Saint-Chamond. — Malgré le mauvais temps et l'annonce tardive de la conférence de Broussouloux, bon nombre de camaros étaient présents.

En termes précis et simples, le copain a démontré l'utilité qu'il y a à s'enquiller dans les syndicales, où il y a mèche de faire de la riche besogne, en fichant au rancard toute la politiquaillerie. Là, le champ est assez vaste pour que tous les tempéraments et toutes les bonnes volontés y aient leurs coudées franches.

Pour terminer, le camarade a expliqué ce que sera *La Clameur*, un quotidien d'émoucheté que tous les bons lieux attendent avec impatience.

Le lendemain, à deux heures à la Grand-Croix, réunion galbeuse aussi.

À Saint-Paul-en-Jarret, c'est la première fois qu'avait lieu là une conférence anarchote. Malgré la présence dans ce petit patelin du garde-champêtre, des sergots, des gendarmes et du commissaire venus exprès pour intimider le populo, afin qu'il n'assiste pas à la réunion, une centaine d'auditeurs ont goûté avec plaisir les théories développées par le camarade.

Et Broussouloux a été bougrement applaudi quand il a fait toucher du doigt qu'aujourd'hui le sort du populo n'a pas changé, malgré qu'on ait foutu l'étiquette de « République » sur la galère gouvernementale.

Guelerie de déserteurs

Marseille. — Le 14 octobre a eu lieu à la brasserie Noailles un meeting en faveur de la libération de Cuba, organisé par le comité de Cuba libre.

Après avoir fait l'historique de la révolution cubaine, le camarade Parsons a fait appel à tous les révolutionnaires pour une action commune contre tous les gouvernements qui veulent aider l'Espagne dans sa répression des insurgés et aussi contre les gouvernements qui tout en se prononçant pour les Cubains, voudraient chauffer la place des Espagnols et fiche le grappin sur Pile après que ceux-ci en auraient déguerpi.

Ah foutez, il n'a pas eu le temps d'en dégoïser long! Des quatre coins de la salle une ribambelle d'Espagnols se sont fichus à faire un pétard monstre, n'en finissant pas de beugler: « Vive l'Espagne monarchiste! Vive Cuba espagnole! »

Parmi les gueulards se trouvait une kyrielle de riches bourgeois espagnols habitant Marseille. Rien d'épatant à ce qu'ils en pincent pour la ruine de la Révolution, ceux-là.

Mais que dire des déserteurs espagnols embauchés par eux et qui gueulaient aussi contre l'émancipation cubaine?

Ceux-là, c'est pas la logique qui les étouffe, bon dieu! Ils ont plaqué leur pays parce que l'existence y est insupportable et parce qu'ils ne voulaient pas être soldats... Et les voici qui veulent que l'Espagne reste telle qu'elle est et que Cuba continue à être sous le joug espagnol.

Pourquoi alors ont-ils déserté? Ils n'avaient qu'à rester chez eux et à s'embarquer vivement pour aller se faire déquiller par les révoltés cubains.

Tout ce mic-mac n'avait qu'un but: faire dissoudre la réunion.

C'est ce qu'ont fait les autorités françaises, sous prétexte qu'on débinait l'Espagne.

Ah! si la réunion avait eu pour but de flétrir les révoltés, y aurait pas eu de pét: les perturbateurs auraient été assommés par la police au lieu d'être protégés par elle et la réunion, au lieu de durer un quart d'heure, se serait continuée au gré des jacasseurs jusqu'à cinq heures du matin.

Un bon point aux socialos qui, cette fois, ont fait un chouette raffut: ils ont — avec les copains — hué un drapeau espagnol que quelque pauvre jobard tenait en l'air, — et tous de gueuler à pleins poumons: « Vive la Révolution sociale! Vive l'Internationale! »

Rente des travailleurs

Saint-Nazaire. — En fait de rentes, les prolos en ont au bout d'une fourche.

La seule rente qu'ils aient en perspective, c'est d'encaisser quelque accident qui les rend patraque ou les estrople pour leur existence.

Turellement, quand ça arrive, s'il y a quelqu'un qui s'en bat l'œil, c'est le contre-coup: y a pas de pét qu'il s'émotionne!

À preuve le fait suivant, qui s'est passé l'autre jour à bord d'un navire en construction au chantier de la Loire: un jeune prolo était en train de buriner quand un éclat de fer lui sauta dans l'œil et le lui ficha en marmelade, — à tel point qu'on craint qu'il n'en reste borgne.

Par un effet du hasard son contre-coup était présent: pour lui calmer la douleur ce sacré Bombé ne trouva qu'à lui dire: « Hein! tu dois être content? Maintenant voilà tes trois ans de faits... »

Cette espèce de sac-à-mistouffe trouve ça un chopin: se racheter des trois ans de caserne par la perte d'un œil!

S'il avait un peu plus de jugeotte dans la cafetière, il comprendrait que, dans un cas comme dans un autre, c'est tout à fait abominable: le pauvre fieffé qui a perdu l'œil a été victime de la rapacité capitaliste, — et il eût été tout aussi victime de la rapacité capitaliste si, ayant conservé son quinquet, il avait dû faire ses trois ans; en effet, s'il n'y avait pas de dirigeants, il n'y aurait pas besoin de soldats.

Et cela, parce que ceux-ci n'ont été inventés que pour mater le populo et le tenir courbé sous le joug des riches.

CHOTARD JULES

LA CLAMEUR

Il y a près de six mois, nous avons pris l'initiative de fonder un quotidien libertaire. Tous les camarades sentent assez la nécessité d'un tel organe pour qu'il n'y ait pas à insister à nouveau; on est tous d'accord là-dessus.

Nous aurions voulu faire paraître *La Clameur* à l'entrée de l'hiver, mais notre désir ne peut encore se réaliser; il nous faut patienter!

Des camarades ont déployé force activité pour aider à la rapide éclosion de *La Clameur*. Si leur exemple avait été suivi par d'autres, le quotidien serait sorti de sa coquille.

Et « les autres » dont nous parlons existent! Seulement, pris par les mille difficultés de la vie et de la lutte, tout en désirant voir naître *La Clameur*, ils ne se sont pas empressés d'aider à sa naissance.

De là un regrettable retard! Le temps écoulé ne se rattrape plus.

Il faut donc que toutes les initiatives s'éveillent, que tous ceux qui tiennent à voir paraître — et cela le plus rapidement possible — un quotidien libertaire, donnent un coup de collier.

La combinaison que nous avons choisie pour recueillir les fonds nécessaires à la publication de *La Clameur* est double.

Primo, nous avons mis en vente, au prix de cent francs, des « Parts d'Intérêt » de la Société en commandite simple des *Journaux et publications populaires*.

Quoique cent francs soit une forte somme, il y a moyen de les recueillir, soit en se solidarissant à plusieurs et en effectuant des versements hebdomadaires, soit en souscrivant individuellement et en échelonnant ses versements.

Secundo, nous avons mis en circulation des *bons d'abonnement* de vingt-cinq francs, aux conditions ci-dessous:

Chaque bon donne droit à un ou plusieurs abonnements qui seront servis au gré des souscripteurs, jusqu'à concurrence de vingt-cinq francs.

Pour faciliter les souscriptions nous avons fractionné le paiement en dix versements de 2 fr. 50 chaque. Le bon d'abonnement est divisé en neuf coupons de cinquante sous chaque, plus un reçu total de vingt-cinq francs. À chaque versement, on détache un des coupons et au dixième c'est le bon complet qui est détaché et donné au souscripteur.

Les bons d'abonnement sont réunis en carnets de quatre ou cinq bons que nous tenons à la disposition des camarades qui voudront prendre l'initiative de recueillir des abonnements. Ils feront l'opération décrite ci-dessus: chaque fois qu'un souscripteur leur versera 2 fr. 50, ils lui remettront un des petits coupons et au dixième versement ils lui donneront le bon entier; les versements se font par quinzaine ou par huitaine, au gré de chacun.

Naturellement, les camarades qui s'occupent de récolter des abonnements par ce moyen n'ont pas à verser d'avance le montant des bons : ils nous font parvenir les fonds au fur et à mesure qu'ils recueillent les souscriptions.

Et maintenant, répétons ce que nous avons déjà dit : nous sommes désormais assurés d'atteindre le but, — un peu plus tôt, un peu plus tard, *La Clameur* paraîtra, — et vivra ! Mais que cette certitude n'empêche pas les camarades de déployer autour de *La Clameur* toute l'activité qu'ils peuvent donner, sous le prétexte que le projet étant en bonne voie, il n'y a qu'à laisser venir.

Au contraire, il faut que cette certitude de réussite reconforte et encourage les amis qui, un peu sceptiques, ont voulu attendre, pensant que la création d'un quotidien est besogne trop ardue.

Si, dès l'abord, ceux-là nous avaient donné l'appui dont ils peuvent disposer, le but serait maintenant atteint.

Donc, plus d'apathie, que les amis secouent leur torpeur et chassent leur scepticisme.

Quant aux autres, les vigoureux, qui, dès la première heure, sont venus à nous, escomptant joyeusement le succès, qu'ils patientent, en faisant de la propagande pour *La Clameur*.

E. POUGET. F. PELLOUTIER.

P.-S. — Pour de plus amples renseignements ainsi que pour les demandes de statuts de la Société, s'adresser à

F. Pelloutier, 5, rue de l'Entrepôt, Paris.
E. Pouget, 15, rue Lavieuville (Montmartre), Paris.

Communications

Paris. — Les *Libertaires* du XIV^e arrondissement, tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, salle Labéris, 11, rue Desprez.

Samedi, 22 octobre, urgence.

— Groupe de propagande libertaire, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir. 127 bis, avenue Philippe-Auguste.

Dimanche 1^{er} novembre, même salle, soirée familiale. Tous les révolutionnaires sans distinction sont invités. Les dames sont admises.

— La *Jeunesse Libertaire* et la bibliothèque sociologique du XII^e, samedi et lundi, salle Mathieu, 8, place Daumesnil, tous les camarades sont invités à ne pas manquer.

— Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XII^e, samedi, 24 octobre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu.

Ordre du jour : Organisation d'une grande réunion.

— Les *Naturiens*, cercle d'études tendant au retour à l'état naturel. — Le mardi, à 8 h. café de la Renaissance, 69, rue Blanche. Causerie de Gravelle.

— Les libertaires du quartier Vincent-de-Paul se réunissent tous les vendredis, à 8 heures et demie du soir, chez Gravier, 92, rue Maubeuge, 15, rue Récroy.

Sujet traité : Le départ de la classe.

— *Jeunesse Libertaire* du XIX^e, samedi, réunion 36, rue d'Allemagne.

— *Jeunesse libertaire* du XII^e arrondissement : Réunion le lundi 26 octobre, salle Mathieu, 8, place Daumesnil, au premier étage.

Tous les lundis, cours de sténographie par un camarade du groupe.

— Les *Libertaires* des X^e et XI^e arrondissements, les jeudis et dimanche, chez le bistrot, 94, faubourg du Temple.

— Les *Libertaires* des X^e et XI^e arrondissements. Le dimanche 25 octobre, grande ballade en voiture aux environs de Paris, jeux divers. Le soir, banquet suivi de bal, fête de nuit.

Les dames sont admises.

Aller et retour en voiture. Banquet et voiture, le tout compris, 3 fr. 50 par personne.

Pour faciliter les camarades de divers arrondissements, il est fixé deux rendez-vous.

Premier rendez-vous :

Boulevard de Belleville, 110, angle de la rue Ramponneau, à midi ; départ à 1 heure précise.

Deuxième rendez-vous :

Salle Mathieu, 8, place Daumesnil, à midi et demi ; départ définitif à 1 h. 1/2 précise.

On trouve des cartes au *Père Peinard*, au *Libertaire* et aux *Temps Nouveaux*, jusqu'à dimanche à 10 heures du matin.

Les camarades qui n'auraient pas pu prendre leur cartes d'avance, pourront les prendre au moment du départ au lieu de rendez-vous.

Saint-Denis. — Tous les camarades sympathiques à l'idée libertaire, et tous ceux qui ont à cœur de la voir prendre de l'extension, sont priés de se rendre samedi à 8 heures chez Valet-Drecq, place aux Gueldres.

Fondation d'un cercle d'études sociales. — De l'orientation à donner à la propagande pendant l'hiver.

Clichy. — Les *Libertaires* de Clichy et de Leval-

lois-Perret, le dimanche 25, causerie sur la souffrance populaire, par le camarade Lucien Félix. — Le jeudi 29, même salle, à 8 h. 1/2.

Lyon. — Les copains se trouveront dimanche, 25 courant, à 11 heures du matin, place Guichard, face au groupe scolaire.

Saint-Etienne. — Grande Brasserie de Bellevue, samedi à 8 heures du soir, conférence par Broussouloux.

Sujets : République cléricale, mensonges sociaux et pourriture bourgeoise. Entrée, 0 fr. 25 centimes.

— Lundi, salle Tacheix, rue du Soleil, à 8 h. 1/2, conférence sur la question sociale, par Broussouloux.

Rouen. — Au Tattersall, 13, rue des Fossés St-Yves, conférences publiques et contradictoires, par Sébastien Faure, les jeudis 29 et samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2 du soir.

Amiens. — Le groupe littéraire et sociologique, se réunira désormais le samedi de chaque semaine, à l'heure et au local habituels.

En conséquence, les camarades du groupe sont convoqués pour le samedi 31 octobre. — Nous ne saurions trop engager les jeunes militants studieux, recherchant la vérité, à suivre exactement les études du groupe, afin d'acquiescer la plus grande somme possible de connaissances utiles et nécessaires dans la lutte que nous avons à soutenir contre des adversaires de toutes catégories.

Roubaix. — Le 15 novembre, (le troisième dimanche du mois) à l'occasion de l'anniversaire de l'émancipation des camarades de Chicago, pendus le 11 novembre 1887, aura lieu, dans la salle Sagar, au coin des rues d'Alger et de Cartignies une grande soirée familiale avec causerie.

Tous les camarades sont invités.

— Le groupe d'études sociales des *Egaux* du Blanc-Sceau, se réunira tous les dimanches à 9 heures du matin.

Le dimanche 25, urgence.

Les groupes, les *Jeunes Libertaires du Pil*, les *Indomptables de Fontenay*, les *Libertaires du Blanc-Sceau* et les *anarchistes des Longues-Haies* se réunissent tous les samedis en leur local habituel.

Samedi 24, urgence.

Marseille. — Dimanche 1^{er} novembre, brasserie Noailles, salle des fêtes, entrée rue Thubaneuse, 49, grande soirée familiale au bénéfice des *Temps Nouveaux*.

Poésies et chants révolutionnaires par divers camarades.

Causerie sur le militarisme par un jeune camarade.

Sauterie intime.

Cotisation : 0 fr. 40 par personne.

Nota. — Il n'y aura pas de communications dans les journaux locaux.

Perpignan. — Les libertaires se rencontrent tous les mardis à 8 h. 1/2 du soir, au café Bigorre, en face le collège.

Chalon-sur-Saône. — *Jeunesse antipatriote Chalonnaise*. De jeunes libertaires se proposent de se rencontrer tous les jeudis, au même local que les *Amis de la Liberté* pour discuter toutes les questions se rattachant au militarisme et ses conséquences.

— Salle du Colisée, samedi 24 octobre, à 8 heures et demie du soir, conférence publique et contradictoire, par Evariste Laurent et J. Rocher.

Sujet traité : Patriotisme et militarisme.

Entrée : 0 fr. 25 centimes (gratuite pour les dames).

— Tous les dimanches, à 8 heures et demie du soir, réunion des *Amis de la Liberté* au local habituel. Chants et poésies. — Causerie.

Le Havre. — Les 24, 26 et 28 octobre, conférences publiques par Sébastien Faure, au Cercle Franklin, cours de la République, à 8 heures et demie du soir. Ordre du jour : Les crimes de Dieu.

Reims. — Nous avons un de nos camarades dangereusement malade. Pour pouvoir subvenir à sa famille nécessiteuse, si quelques copains peuvent lui venir en aide, remettre une obole au vendeur.

Tourcoing. — Le groupe les *Révoltés* se réunit tous les dimanches à 3 heures au local habituel.

Nous invitons les socialistes de toutes écoles à venir discuter avec nous.

Dimanche 25 octobre, les *Révoltés* iront faire une ballade à Bondues. — Réunion à 3 heures.

Dijon. — Les camarades sont priés de se réunir samedi soir à 8 heures, chez Collot, 66, rue Monge. Questions diverses.

Tournée de conférences. — Le camarade Evariste Laurent prévient les camarades qu'il continue sa tournée de conférences tout seul, par Chalon-sur-Saône, Roanne, Saint-Etienne, Vienne, Romans, Arles, Apt, Toulon, Marseille, Nîmes, Montpellier, Cette, Béziers, Toulouse, Montauban, Agen, Cognac, Bordeaux, Moulins, Limoges, Angers, Trélazé.

Les camarades de ces localités sont priés d'entrer en relations avec le compagnon Evariste Laurent et d'adresser leurs lettres chez Hinaut, chemin des Charbonniers, maison Lebrot, Dijon (Côte-d'Or).

Petite Poste

G. Rouen. — D. Lille. — P. Breuilles. — D. Angers. — C. Havre. — L. Bruxelles. — C. Grenoble. — V. Couilly. — B. Nantes. — P. Corona. — F. Toulon. — B. Scamonville. — V. Reims.

— W. Dijon. — V. Fressoneville. — D. Larbresle. — S. Roubaix. — D. Montluçon. — H. Angers. — F. Amiens. — M. Lyon. — B. Roubaix. — T. Agen. — L. Toulouse. — D. Lille. — L. Brest. — B. Deauville. — B. Le Mans. — P. Saint-Etienne. — J. Millau. — L. Maury. — G. Macon. — Veuve D. Montluçon.

Reçu règlements et abonnements; merci.

SOUSCRIPTION POUR GRAISSER LE TIRE-PIED DU PÈRE PEINARD. — Duracuire, 1 fr. — Un irréductible 3 fr. — C. Tarare 0 fr. 50. — La Salle : Léonard Vergerszan, 25 sous; A. Bodaine 50 sous; C. Faucon, 75 sous. — B. Londres, 6 fr. 25.

POUR AIDER A LA NAISSANCE DE LA CLAMEUR. — Collecte entre copains d'Angers 5 fr. — Excédent d'écot à Dijon, 1 fr. 05. — Par M. à Lyon, 0 fr. 40.

Souscriptions antérieures : 787.45

Total : 793.90

LE PÈRE PEINARD doit être en vente dans les bibliothèques des gares. L'y réclamer.

EN VENTE AUX BUREAUX DU "PÈRE PEINARD"

	Aux bureaux	France
Variations Guesdistes, par Émile Pouget (brochure).....	0.10	0.15
L'Almanach du Père Peinard, pour 1896.....	0.25	0.35
L'Art et la Révolte, broch. par F. Pelloutier.....	0.10	0.15
Gueules Noires, album de 10 croquis, d'après l'œuvre de Constantin Meunier, par Luce, préface de Charles Albert.....	1.00	1.30
En dehors, par Zo d'Axa, le volume.....	1.00	1.30
Le Pain Gratuit, par Barrucand, le volume.....	2.50	2.80
La Grande Famille, par J. Grave, le volume.....	2.50	2.80
La Société Future, le volume.....	2.50	2.80
La Conquête du Pain, par Kropotkine, le v. La collection de La Sociale, 1895 et 1896, 76 numéros.....	7.50	8 »
Le Père Peinard, années 1891, 1892, 1893, l'année.....	8 »	8.60

Pour paraître le 1^{er} novembre 1896

L'Almanach du Père Peinard

POUR 1897 (an 105)

Comme les années précédentes, l'Almanach sera farci de chouettes dessins, bourré de galbeuses tartines et aura une riche couverture illustrée en couleurs.

Prix : 25 centimes

Pour le recevoir franco, 35 centimes

Prière aux vendeurs de faire savoir au plus tôt le chiffre d'exemplaires qu'ils désirent afin de fixer le tirage.

Adresser les demandes aux bureaux du PÈRE PEINARD, 15, rue Lavieuville (Montmartre), Paris.

Dépôts du PÈRE PEINARD

AMIENS. — Richard, libraire, rue de la Hotoie. — Est aussi crié et porté en ville.

ANNONAY. — Béraud Auguste, 3, rue des Aigas.

TRIGNAC. — Perrin, coiffeur.

BEAUVAIS. — Léveillard, libraire, 4, rue Saint-Jean. — Goullencourt, 4, rue Sènéfontaine, crié en ville.

VALENCE, Royer et tous les kiosques de la ville ANGERS, dans les kiosques et tabacs; les vendeurs du «Petit Parisien» font le service à domicile. VIENNE, Moussier, 25, rue Cuvière.

(la revue blanche)
bi-mensuelle
se rédige et s'administre
à PARIS
rue Laffitte 1
et s'édite
chez
Charpentier & Fasquelle
60 cent. le numéro.
Abonnements. France 12^{frs}
Extérieur
15^{frs}

Le gérant : C. FAVIER.

Imprimerie C. FAVIER, 130, r. Lafayette, Paris



LE PÈRE PEINARD. — Espèce de gaupe! t'es propre... t'as trop fêté le tsar.
LA R. F. — M'en parle pas, j'ai tellement plié l'échine que je peux plus me relever.